

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

31 janvier 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2401)

Rejeté

N° AS511

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Bazin, Mme Gruet, Mme Corneloup, M. Juvin, M. Hetzel et Mme Sylvie Bonnet

-----

**ARTICLE 9**

Après l'alinéa 7, insérer l'alinéa suivant :

« III *bis*. – Les caractéristiques, les conditions et les modalités de la possible intervention par le professionnel de santé en cas de difficultés mentionnée au III du présent article sont précisées par un décret en Conseil d'État pris après avis de la Haute Autorité de Santé et du Comité consultatif national d'éthique. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement vise à interroger et à encadrer plus strictement les conditions de mise en œuvre de l'aide à mourir, au regard des enjeux éthiques, médicaux et juridiques soulevés par l'article 9.

Il vise à supprimer la possibilité pour un tiers de procéder à l'administration de la substance létale lorsque le patient n'est pas en capacité physique de le faire lui-même.

Toute demande de report doit faire l'objet d'un réexamen de la demande initiale avec un psychologue ou un psychiatre. L'objectif est double : apprécier la situation psychique du patient et questionner la pertinence d'une poursuite de la procédure. Ces actes ne feraient l'objet d'aucune prise en charge par l'assurance maladie.

L'amendement renvoie par ailleurs à un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Haute Autorité de Santé et du Comité consultatif national d'éthique, la définition des modalités

d'intervention d'un professionnel de santé en cas de difficultés, afin de garantir un cadre clair et sécurisé.

Enfin, il précise que l'attestation établie à l'issue de l'acte ne peut l'être que par le professionnel ayant personnellement aidé au suicide assisté, afin de renforcer la responsabilité et la traçabilité de l'acte.